

Prise de position 2021/135

Une gouvernance économique au profit d'une « meilleure normalité verte et numérique » pour tous

Document adopté par le 22e Comité exécutif d'industriAll Europe
Réunion hybride, les 30 novembre & 1 décembre 2021

Une sortie équitable et inclusive de la crise de la COVID-19 à la faveur d'une économie verte et numérique dépend du retrait réussi des mesures mises en place pour sauvegarder l'économie depuis la pandémie. Mais une transformation écologique et numérique totale de toute l'industrie européenne nécessite une réforme progressive et prospective du système de gouvernance économique de l'UE. Les règles macroéconomiques de l'UE doivent être réformées progressivement afin de garantir la capacité d'investissements nécessaires des Etats membres. L'austérité ne permettra pas de mettre en œuvre les programmes de décarbonation et de numérisation d'une manière équitable et inclusive.

La Commission européenne devrait lancer le débat sur la révision du cadre de gouvernance macroéconomique de la zone euro à l'automne 2021, une révision [réclamé](#) par le Parlement européen en juillet 2021. Toutefois, le débat ne doit pas se limiter à la zone euro mais inclure tout le système de gouvernance économique de l'UE.

Alors que des voix politiques s'élèvent pour réclamer le maintien permanent d'une partie des mesures de soutien temporaires – avec, par exemple, la France et l'Italie qui veulent conserver les flux d'investissements de l'UE en maintenant la mutualisation de la dette de manière permanente, des leaders politiques conservateurs et libéraux influents défendent un retour aux règles économiques et budgétaires rigoureuses d'avant la pandémie. Ils veulent un retour à l'orthodoxie budgétaire dès que possible, et en effet, la Commission européenne a annoncé que la clause dérogatoire générale devrait être désactivée en 2023. Cela signifie que les politiques budgétaires de soutien qui sont requises pour la transformation de l'industrie européenne en un leader mondial écologique et numérique pourraient prendre fin en 2023. Il va sans dire que la transformation prisée par tous les acteurs politiques est impossible sans un cadre budgétaire de soutien qui permet des investissements là où ils sont nécessaires.

Un retour rapide à la discipline économique et monétaire serait une énorme erreur et pourrait anéantir de nombreux efforts de transformation et de relance. Les interventions d'Etat ont profité à tous. Nous devons éviter le piège d'un retour à une politique économique entièrement dirigée par le marché. L'Europe doit montrer qu'elle a tiré les leçons des erreurs commises lors de la crise financière de 2008-2009 lorsque l'austérité rigoureuse et l'orthodoxie budgétaire ont plongé l'économie européenne dans une profonde récession. Nous ne pouvons pas nous permettre de réitérer ces erreurs alors que les mouvements anti-démocratiques et le populisme grandissent et que la crise climatique s'intensifie.

La pandémie a creusé les inégalités déjà existantes en Europe qu'il s'agisse d'inégalités économiques, d'accès à l'éducation ou de l'avancée de la numérisation et de la décarbonation de l'industrie dans les différents pays européens. La relance a été présentée par les leaders politiques comme la promesse de « mieux reconstruire ». Les travailleurs européens veulent que cette promesse soit tenue et recevoir leur part équitable de la relance avec des emplois de qualité, un accès à l'apprentissage tout au long de la vie et un accès à des services sociaux adéquats.

Dans cette prise de position, industriAll European Trade Union met en garde contre un retrait trop précoce des mesures de soutien qui ont maintenu l'économie à flot, et plaide en faveur d'une réforme progressive du système de gouvernance économique de l'UE. Nous soulignons le paradoxe entre le discours de nombreux politiciens promettant un avenir meilleur et la menace d'austérité derrière les réformes liées aux plans nationaux pour la reprise et la résilience. Nous soulignons les dangers des inégalités qui explosent et menacent de diviser la société en gagnants et perdants de la relance et des transformations. Nous présentons les bonnes pratiques mises en place en réponse à ces enjeux par et/ou avec les partenaires sociaux dans certains Etats membres. Nous formulons en conclusion nos revendications vis-à-vis des décideurs politiques et des employeurs pour atténuer les menaces et mettre en oeuvre une reprise équitable et une double transition juste. Il est de la responsabilité commune de tous les acteurs de la société de reconstruire une économie plus verte, numérique et plus inclusive, qui créera une meilleure « normalité » pour tous.

Défaire le paradoxe

Le [plan de relance](#) historique a suscité de nombreux espoirs d'un meilleur avenir en Europe en renforçant les moyens financiers pour que les Etats membres atteignent les objectifs climatiques et numériques ambitieux, qui ont été fixés dans le cadre de la stratégie industrielle et du Pacte vert de l'UE. Un retour à la normalité d'avant pandémie, marquée par une hausse des emplois précaires et des inégalités, ne comptait pas parmi ces espoirs. La pauvreté au travail, l'un des indicateurs les plus forts de la précarité des emplois, augmente de manière continue depuis 2005, les jeunes et les travailleurs atypiques étant les plus affectés. En outre, une baisse dans le taux de conversion de contrats temporaires en contrats permanents a également été enregistrée dans la plupart des pays de l'UE alors que le passage d'emplois temporaires au chômage a considérablement augmenté.

Les décideurs politiques ont envoyé des signaux positifs en décidant d'un instrument européen commun pour financer la relance au sein de l'UE. Lors du [sommet social de Porto](#), les chefs d'Etat et de gouvernement ont même reconnu qu'il ne fallait plus considérer le PIB comme le seul instrument de mesure de la croissance et qu'il convenait de s'orienter vers d'autres indicateurs qui prennent en compte

le bien-être social et environnemental. Les négociations collectives et le dialogue social étaient sur toutes les lèvres, les décideurs politiques redécouvrant enfin ces deux instruments qui garantissent une redistribution plus équitable des profits.

Ces discours positifs doivent toutefois se traduire en action politique. Les décideurs politiques devront résister à la tentation de recourir à l'orthodoxie budgétaire à court terme et à une prudence économique rigoureuse lorsque les fonds de la [facilité pour la reprise et la résilience](#) seront distribués aux Etats membres. L'argent doit continuer à encourager la reprise économique initiée grâce aux mesures de soutien actuelles et servir aux investissements nécessaires pour la double transition écologique et numérique. En aucun cas, l'argent de la reprise doit être conditionné à des mesures cachant une politique d'austérité qui menacerait d'accroître les inégalités en faisant peser le fardeau sur les travailleurs et les citoyens. En temps de crise, les dépenses sociales accrues alimentent le déficit budgétaire puisqu'elles sont un stabilisateur budgétaire automatique. Ce principe doit être reconnu comme faisant partie de la solution à la crise et comme permettant de garantir les investissements de production nécessaires pour mettre en œuvre la double transition.

La menace d'austérité cachée est perceptible dans certaines recommandations par pays du Semestre européen qui aident la Commission européenne à évaluer les plans nationaux pour la reprise et la résilience. Quelques exemples méritent d'être soulignés : il est recommandé à presque tous les Etats membres de réformer leurs systèmes nationaux de retraite afin de les rendre plus durables. Cette recommandation peut se concrétiser de différentes manières : rendre les retraites privées plus attractives (recommandation pour l'Allemagne) ou encore accroître l'âge de la retraite (recommandation pour la France, la Lituanie, la Roumanie, etc.). Dans certains cas, l'augmentation recommandée de l'âge de la retraite est absurde, comme pour la [Lituanie](#), à qui la Commission demande de porter l'âge du travail à 72 ans alors que l'espérance de vie pour les hommes y est de 71,5 ans.

Certaines réformes sont déjà en cours. En [Grèce](#), le gouvernement a déjà adopté une loi très controversée qui augmente le temps de travail et limite le droit de grève fondamental des travailleurs. En [Slovaquie](#), le gouvernement a également entamé un processus de démantèlement de l'Etat providence et de régression des droits sociaux des citoyens. En Italie, le gouvernement a fait marche arrière sur le gel des licenciements qui a empêché des licenciements massifs, mais heureusement les partenaires sociaux ont réussi à obtenir une autre extension jusque fin octobre 2021.

L'exemple de la Roumanie illustre bien combien il est urgent de s'écarter du PIB pour se tourner vers des indicateurs comme ceux [proposés](#) par les partenaires sociaux européens. Paradoxalement, le pays [enregistre](#) la plus forte croissance du PIB dans les prévisions de la Commission pour l'été 2021 (7,4 %), alors que près de 30 % de sa population [connait](#) un risque de pauvreté, et près de 15 % [souffre](#) de privation matérielle sévère. Le plan national pour la reprise et la résilience de la Roumanie ainsi que les recommandations spécifiques par pays de la Commission ne contribuent malheureusement que très peu à résoudre ce paradoxe et à garantir plus de justice sociale afin d'ouvrir la voie à une convergence vers le haut dans l'UE. Des paradoxes semblables peuvent être observés dans toute l'Europe centrale et de l'Est. Il faut une réforme progressive du système de gouvernance et des politiques économiques de l'UE pour que les investissements nécessaires permettent une intégration européenne par le biais d'une convergence par le haut.

Malheureusement, les recommandations spécifiques par pays du Semestre européen ignorent les réformes sociales progressives qui sont tellement nécessaires dans la plupart des pays de l'UE ou elles manquent de pouvoir pour les mettre en œuvre. Ignorer la dimension sociale de la relance et des transformations écologique et numérique conduira à un désastre qui plongera l'Europe dans des troubles sociaux et dans des remous populistes. Des réformes sociales progressives sont nécessaires, entre autres, pour construire, reconstruire et renforcer le dialogue social et les structures de négociations collectives en Europe. L'un et l'autre sont fondamentaux pour garantir des emplois de qualité, des transitions justes et une vie de qualité pour les travailleurs. Non seulement de nombreux Etats membres ignorent la recommandation de la Commission d'améliorer le dialogue social, mais ils ont aussi passé outre l'exigence d'impliquer les partenaires sociaux dans l'élaboration des plans nationaux pour la reprise et la résilience. L'implication a été superficielle dans la plupart des pays, les gouvernements informant plus qu'ils ne consultaient les partenaires sociaux. Voilà ce qu'il en est des leaders louant le dialogue social et les négociations collectives au sommet social de Porto !

L'UE doit réformer son système de gouvernance économique de manière progressive afin de garantir une relance réussie à la faveur d'une économie verte et numérique. Il faut des systèmes d'imposition européens plus équitables qui garantissent une redistribution des profits dans les pays où les travailleurs ont contribué à les produire. Une redistribution plus équitable est essentielle pour garantir que des investissements ont lieu en Europe et pas seulement dans certaines régions qui concentrent les sièges des entreprises. Le récent accord politique sur un taux d'imposition minimum de 15 % sur les entreprises, conclu dans le cadre de l'OCDE, est un pas dans la bonne direction. L'UE devrait s'en inspirer avec des mesures même plus ambitieuses qui sont nécessaires d'urgence pour empêcher une polarisation de la société entre gagnants et perdants.

Empêcher une polarisation de la société entre gagnants et perdants

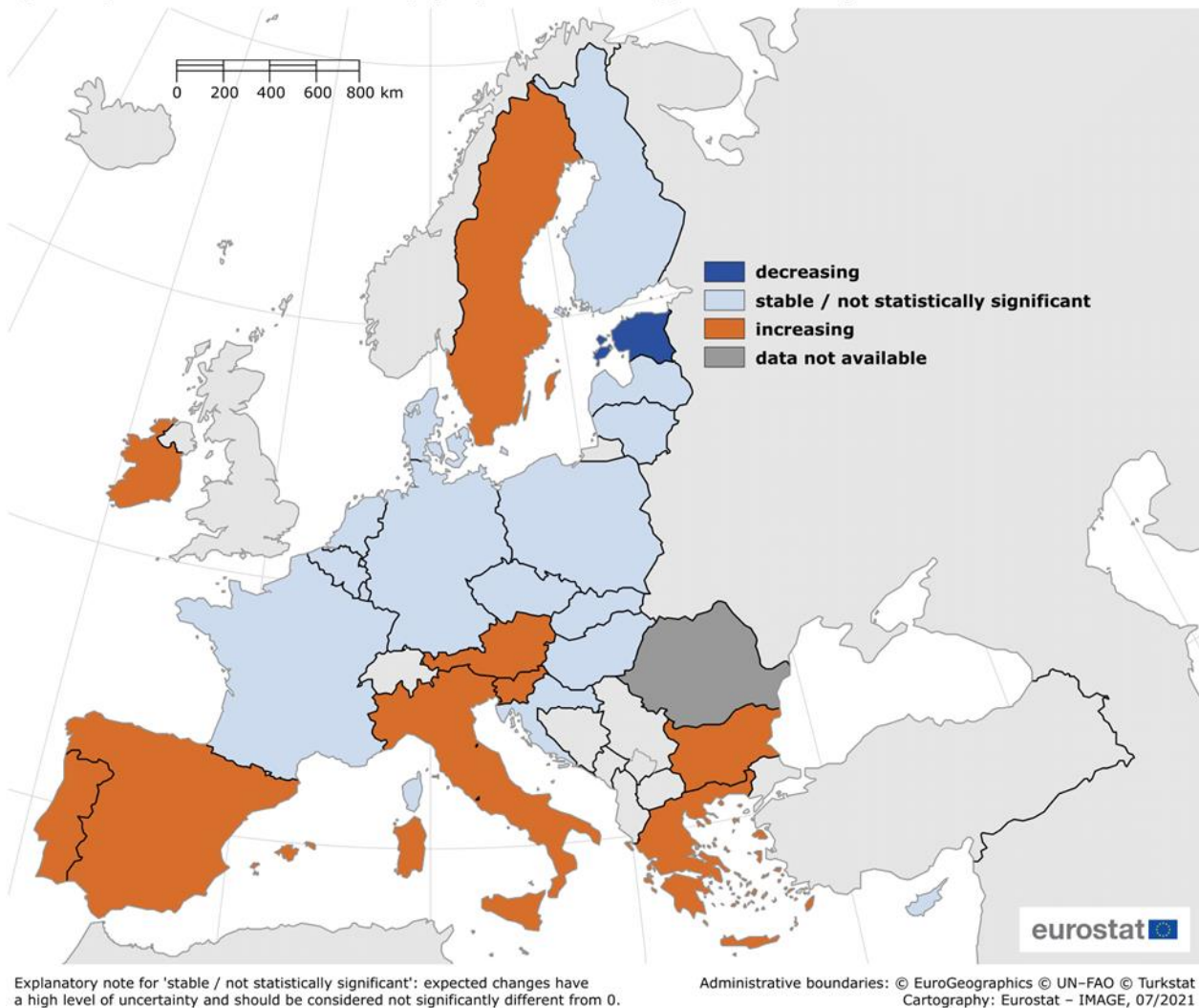
Plus d'un an après que le monde a été frappé par une crise économique et sanitaire sans précédent, laissant des millions de personnes dans la pauvreté et sans accès aux soins de santé, à la vaccination ou à l'éducation, un rapport [indique](#) que l'humanité a gagné 5,2 millions de nouveaux millionnaires. En outre, les millionnaires en dollars représentent pour la première fois 1 % de la population adulte mondiale. En bref, ces 1 % détiennent près de la moitié de la richesse mondiale, alors que la moitié la plus pauvre de la population n'en détient que 1 %.

Si ces chiffres ne suffisent pas pour dresser un tableau précis des inégalités en pleine explosion (dans toutes leurs dimensions) et de l'injustice dans notre société, attardons-nous sur le fait que des milliardaires s'envolent dans l'espace en pleine pandémie, crise économique et urgence climatique. Alors que des milliardaires peuvent émettre des quantités énormes de carbone, des travailleurs perdent leur emploi et leur moyen de subsistance à cause d'un manque d'anticipation et d'investissements dans la décarbonation, à cause de restructurations et parce que leurs secteurs sont mis à l'arrêt dans un effort d'atténuation du changement climatique. Peu de personnes remettent en cause le système qui a permis à une poignée de personnes d'accumuler la richesse nécessaire pour probablement atteindre certains des [objectifs de développement durable](#) de l'ONU, comme éliminer la faim dans le monde. Une telle accumulation disproportionnée de richesses est possible à cause de l'absence de système d'imposition équitable dans l'économie mondiale et européenne (l'absence de système d'imposition progressif et

équitable international ou au moins européen favorise les riches qui peuvent éviter de payer leur part équitable d'impôts dans les pays où les travailleurs aident à produire les profits ; contrairement aux travailleurs qui payent leur part parce qu'ils ne peuvent pas s'échapper vers des paradis fiscaux). En outre, une telle accumulation disproportionnée de richesses par quelques chanceux est uniquement possible dans un système où les travailleurs sont exploités dans un nivellement par le bas au moyen de dumping social et à cause de l'absence de devoir de vigilance sur les chaînes de valeur mondiales et européennes. Nous ne sommes clairement pas tous logés à la même enseigne.

Les inégalités augmentent partout et à des niveaux plus élevés depuis le début de la pandémie. Toutefois, comparée au reste du monde, la situation en Europe a été plus ou moins maîtrisée grâce à l'intervention des Etats. Selon [Eurostat](#), le revenu de l'emploi des foyers a diminué de 7 % dans toute l'UE en 2020, mais le revenu disponible est resté stable, grâce en grande partie au recours généralisé à l'aide au revenu et aux régimes de maintien de l'emploi. Cela montre clairement l'importance et l'efficacité des mesures de soutien existantes pour éviter un désastre dans notre société qui ne ferait qu'alimenter le populisme grandissant. Néanmoins, les groupes à bas salaire ont été les plus touchés puisque la pauvreté au travail a augmenté au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Italie, en Irlande, en Slovénie, en Bulgarie, en Autriche et en Suède. Nous avons besoin d'une réforme progressive du système de gouvernance économique de l'UE qui permettrait une réforme sociale progressive et encouragerait les investissements nécessaires pour créer des emplois de qualité en Europe.

At-risk-of-poverty rate in 2020, early estimates (compared with 2019; population aged 18-64)



Les jeunes ont une fois encore été les plus sévèrement touchés. Le taux de [chômage des jeunes](#) est de nouveau plus élevé que le taux de [chômage global](#) (17,3 % contre 7,3 %). Le risque d'effets préjudiciables est important pour cette catégorie car un grand nombre d'entre eux pourraient se retrouver sur le long terme au chômage, inactifs et dans une situation de pauvreté. Les effets sur la santé mentale des jeunes sont également sans commune mesure puisque, selon l'OCDE, 34,4 % des jeunes âgés de 18 à 29 ans en moyenne indiquent souffrir d'impacts négatifs sur leur santé mentale contre 19,4 % pour les personnes âgées de 50 à 64 ans.

Certains exemples nationaux méritent d'être soulignés. En France, on [estime](#) que l'épargne financière est de 50 milliards plus élevée que ce qu'elle aurait été sans la pandémie, et environ 50 % de ce surcroît d'épargne est allé au 10 % des plus riches. Dans le même temps, l'endettement des 10 % les plus pauvres a augmenté. L'augmentation de ces inégalités s'explique en partie par la nature même de la crise pandémique actuelle qui a avantagé les personnes hautement qualifiées en mesure de télétravailler et

ayant moins de dépenses, tout en nuisant aux personnes peu ou moyennement qualifiées qui ont dû interrompre leur activité. En Espagne, les inégalités de revenus ont explosé, notamment pendant les six premières semaines du confinement en 2020. Le régime de maintien de l'emploi mis en place par le gouvernement, en concertation avec les partenaires sociaux, a payé 70 % de leur salaire à quelque 600 000 travailleurs mis à pied provisoirement. Il reste toutefois à voir combien d'entre eux seront toujours employés lorsque les mesures d'aide prendront fin.

L'effet polarisant de la crise actuelle sur la société et le marché du travail est de plus en plus perceptible, notamment au vu de la demande accrue de travailleurs hautement qualifiés. En Belgique, deux-tiers des 600 entreprises [interrogées](#) en mai 2021 ont indiqué avoir du mal à recruter les bons candidats. Le manque de travailleurs qualifiés, mais aussi le manque général de main d'œuvre, est un problème global à toute l'Europe. Les inégalités endémiques ont forcé et continuent de forcer des millions de personnes (notamment des jeunes) du Sud et de l'Est de l'Europe à quitter leur pays à la recherche d'une vie meilleure. L'exemple le plus dramatique est celui de la [Bulgarie](#) qui est menacée de dépopulation : les estimations indiquent que le pays perdra 25 % de sa population d'ici 2040. Cette dépopulation et la fuite des cerveaux vont continuer d'appauvrir les marchés de travail et les systèmes de protection sociale, et elles vont empêcher le pays d'origine de bénéficier de ses investissements dans la formation et l'éducation et vont encore aggraver les déséquilibres économiques et sociaux entre les pays de l'UE. Nous avons besoin d'une réforme progressive du système de gouvernance économique de l'UE pour lutter contre la double cause des inégalités en Europe, à savoir la fragmentation sociale et le dumping social.

La menace de polarisation des transitions écologique et numérique non accompagnées

La double transition écologique et numérique (accélérée par la crise de la COVID-19) creuse les inégalités qui sévissent déjà en Europe.

Concernant la transition écologique nécessaire d'urgence qui est un programme public, le blocage apparaît au niveau de la qualité des emplois. Les emplois dans les secteurs verts émergents (tels que les énergies renouvelables) ne sont pas toujours aussi bons que ceux dans les secteurs à forte empreinte carbone (comme le pétrole ou les produits pétroliers). En raison de la structure décentralisée du secteur des renouvelables avec des entreprises plus petites arrivant sur le marché, il est plus difficile pour les travailleurs de s'organiser et de négocier les conditions d'emploi ; les salaires et les bénéfices y sont de ce fait beaucoup plus bas. De nombreux travailleurs voient la transition avec crainte pour leur futur revenu et leurs futures conditions de travail puisque cela signifierait abandonner des emplois dans des secteurs traditionnels couverts par des conventions collectives et des normes d'emploi élevées tout en ayant des incertitudes sur la qualité des emplois dans les secteurs et entreprises émergents. En effet, des emplois de qualité avec des salaires et des conditions de travail appropriés, sont une précondition pour garantir une transition juste et socialement acceptable. Cette question est aussi liée à l'enjeu des pénuries de compétences qui entravent la transition. S'assurer que suffisamment de travailleurs suivent des formations pour acquérir les compétences adéquates est actuellement un problème actuel sérieux. Les autorités publiques qui pilotent cette transition n'ont, jusqu'à présent, pas été en mesure de mettre en place les politiques publiques adéquates pour des formations de qualité qui mènent à des emplois de qualité. De nombreuses entreprises n'ont, quant à elles, toujours pas compris qu'investir dans

l'apprentissage tout au long de la vie et dans la formation continue et qu'accorder aux travailleurs le droit à la formation déterminent la capacité d'innovation et la durabilité d'une entreprise.

La dimension sociale de la stratégie de décarbonation n'est pas suffisamment ambitieuse pour la rendre acceptable, notamment pour les foyers à faible et moyen revenu. Même si nous saluons l'émergence d'initiatives pour une transition juste au niveau de l'UE et dans certains Etats membres, elles ne sont pas encore suffisantes en matière de justice sociale et de droits des travailleurs. Souvent les décideurs politiques ignorent même que la participation des travailleurs, le dialogue social et l'appropriation de la transition sont une nécessité fondamentale. Le fonds pour une transition juste qui entend soutenir les régions intenses en charbon et en carbone dans la transition et le Fonds social proposé pour l'action climatique qui entend s'attaquer à la précarité énergétique et à la précarité de la mobilité sont des instruments les bienvenus pour soutenir la transition. Toutefois, ils ne sont pas suffisants pour traiter la dimension de l'emploi et garantir des emplois de qualité. Une véritable transition juste passe par une inscription des droits des travailleurs dans un cadre légal pour l'anticipation du changement et des restructurations. En même temps, réformer le système de gouvernance économique de l'UE est fondamental dans ce débat parce que des investissements doivent être faits dans tous les domaines affectés, et les partenaires sociaux doivent être impliqués dans la gestion de la transition.

La transformation numérique est accélérée par une stratégie d'entreprises privées. Les entreprises voient dans la transformation numérique le potentiel de gagner en productivité et en avantages comparatifs par rapport au reste du monde. Mais toutes les conséquences pour les travailleurs ne sont pas prises en compte. Nombre d'entreprises se concentrent sur les quelques postes d'experts en TIC avec de bonnes conditions de travail et oublient les milliers de travailleurs peu qualifiés qui ont besoin d'un accès à la formation et à des emplois de qualité.

La transition numérique pose un risque croissant de division du marché du travail. D'une part, la déqualification mène à des postes moins qualifiés et elle pourrait, en conséquence, mener à des emplois de moindre qualité. D'autre part, la demande de travailleurs très qualifiés augmente. D'une manière générale, les conséquences pour des emplois de bonne qualité pourraient être très négatives à moins qu'une transition douce soit garantie par des politiques publiques, la participation des travailleurs et le dialogue social. Le système de gouvernance économique de l'UE est également fondamental ici aussi parce qu'il doit permettre tous les investissements nécessaires dans la formation et les technologies numériques en Europe. Une UE divisée, entre des régions qui regroupent les sièges d'entreprises hyper-numérisées et hautement qualifiées et des régions périphériques technologiquement à la traîne, peu qualifiées, doit être évitée.

Les meilleures pratiques des partenaires sociaux

Les décideurs politiques européens et nationaux ont la claire responsabilité de gérer la reprise et la double transition. Mais les employeurs ont eux aussi une responsabilité et doivent contribuer à ces efforts. Le dialogue social a prouvé sa valeur lors de la crise actuelle. Les systèmes de maintien de l'emploi qui auront sauvé des millions d'emplois en Europe sont le résultat de revendications syndicales négociées avec les employeurs et mis en place par les gouvernements. L'UE a bien joué son rôle par le biais de [SURE](#) en aidant les gouvernements à financer ces régimes. SURE doit être maintenu tant que les énormes enjeux de la

double transition doivent être relevés. Les employeurs doivent s’asseoir à la table des négociations avec les syndicats, également dans les pays où ils ne l’ont pas encore fait, comme en Europe centrale et de l’Est (mais pas seulement !), et trouver des solutions équilibrées pour une relance équitable et des transitions justes réussies.

Dans les pays où les employeurs se raliennent aux syndicats et agissent en concertation sociale, des solutions basées sur les meilleures pratiques sont trouvées et mises en place pour garantir que l’économie fonctionne, que des emplois de qualité sont maintenus et qu’un accès à des formations pour les compétences numériques et vertes nécessaires d’urgence est offert. Ces solutions pourraient être la réponse à certains des problèmes que les autorités essaient de résoudre dans la relance actuelle à la faveur d’une économie numérique et verte.

Certaines de ces solutions mises en place par et/ou avec les partenaires sociaux dans certains Etats membres méritent d’être soulignées. En Allemagne, l’accord conclu récemment par IG Metall dans les industries du métal et de l’électricité présente des solutions pour sauvegarder les emplois et garantir des emplois de qualité dans les industries de transformation. Les entreprises en crise peuvent convertir en temps libre la prime de transformation supplémentaire obtenue par le syndicat. Une semaine de quatre jours avec une compensation salariale partielle est également possible. Pour assurer l’avenir, IG Metall a mis en vigueur des règles cadres pour les futures conventions collectives dans les usines, dans lesquelles, par exemple, des profils cibles, des exigences personnelles et des qualifications pour le travail de l’avenir sont négociés.

La réduction du temps de travail comme solution pour sauvegarder des emplois de qualité en temps de crise et de changement est également mise en œuvre dans d’autres pays comme en Espagne. Le gouvernement espagnol a convenu de lancer un projet pilote d’une semaine de quatre jours (32 jours). La transition n’a pas d’impact financier sur les entreprises et les travailleurs concernés, puisque l’Etat couvrira les coûts salariaux de la réduction de temps de travail avec une indemnité spéciale. Le gouvernement soutiendra également la réorganisation de la production et les changements numériques dans les entreprises afin d’accroître la productivité. Un budget de 50 millions d’euros a été alloué aux efforts.

En Italie, les trois syndicats représentatifs ont signé un accord avec le groupe pétrolier ENI, qui combine retraite anticipée et nouvelles embauches. Jusqu’à 900 travailleurs pourraient partir volontairement à la retraite alors que 500 nouvelles personnes seront embauchées pour faciliter la transformation vers des émissions bas carbone en introduisant de nouvelles compétences. Le projet sera associé à un plan de formation pour quelque 20 000 travailleurs. La procédure de ENI s’inscrit dans la loi de finances italienne de 2021 qui vise à encourager le renouvellement générationnel dans les grandes entreprises.

Ces exemples ne sont que quelques-uns des nombreuses solutions que les partenaires sociaux ont formulé en Europe pour garantir la reprise et une double transition juste. Ces solutions équilibrées offrent des bénéfices aux travailleurs, aux employeurs et à l’ensemble de l’économie et de la société. Nous avons besoin de solutions équilibrées de ce type pour éviter que les travailleurs et leurs familles soient laissés pour compte et que le populisme s’installe en Europe. IndustriAll Europe a des demandes claires envers les décideurs politiques et les employeurs pour réaliser ensemble une reprise équitable à la faveur d’une économie européenne verte et numérique.

Les revendications d'industriAll European Trade Union

IndustriAll Europe se bat, avec ses membres, pour une reprise équitable après la crise de la COVID-19 et pour une transition juste dans le double processus de transformation écologique et numérique. Cela ne sera possible que si les décideurs politiques garantissent un retrait réussi des mesures d'urgence mises en place pour maintenir l'économie à flot depuis le début de la pandémie. Des transitions justes en Europe qui éviteraient un bond des inégalités et du populisme nécessitent une réforme progressive du système de gouvernance économique de l'UE afin de permettre tous les investissements nécessaires.

Revendications vis-à-vis des décideurs politiques :

- Maintenir les mesures d'urgence qui ont permis de garder l'économie à flot depuis le début de la pandémie, aussi longtemps que nécessaire jusqu'à ce que la reprise soit atteinte ;
- Réformer les règles budgétaires afin de refléter la réalité actuelle et permettre aux Etats membres de relever les enjeux de la double transformation (les règles budgétaires actuelles ont été conçues dans les années 1990, à la suite des expériences inflationnaires des années 70 et 80) ;
- Rééquilibrer la gouvernance économique européenne en ne se concentrant pas uniquement sur les déficits publics et la compétitivité des coûts, mais en intégrant la dimension sociale (le socle européen des droits sociaux, les objectifs de développement durable de l'ONU), en rendant l'Union monétaire européenne plus résiliente contre les futurs chocs économiques, en luttant contre les déséquilibres des comptes courants par une augmentation de la demande domestique dans les pays avec un surplus, en intégrant les objectifs de plein emploi et de développement durable dans le mandat de la BCE ;
- S'assurer que les marchés financiers jouent pleinement leur rôle en soutenant les investissements à long terme dans l'économie réelle et en finançant la transition vers la durabilité. Cela requerra des actions pour promouvoir des investissements durables, la création d'une véritable union européenne des marchés des capitaux et un rôle plus important pour les banques d'investissements publics ;
- Mettre fin à la suppression des objectifs sociaux en vertu de règles budgétaires européennes restrictives qui empêchent l'expansion des investissements sociaux et légitiment la réduction des normes du travail et la modération salariale, ainsi qu'aux restrictions sur les retraites et les systèmes de sécurité sociale. Au lieu d'une orientation basée sur la concurrence, il faut mener une politique sociale et économique européenne active, sur la base du renforcement de la demande domestique par le biais du développement des salaires en lien avec les gains de productivité et la compensation du taux d'inflation ;
- Promouvoir la demande interne en augmentant les salaires en lien avec les augmentations de productivité et la compensation du taux d'inflation, en réduisant les inégalités de revenus et la pauvreté (au travail), en augmentant la sécurité, en renversant la déréglementation des marchés du travail et en améliorant la protection sociale ;
- Réorienter les réformes structurelles en s'écartant de la déréglementation des marchés du travail, en encourageant les domaines de pertinence sociale tels que les compétences, les systèmes de négociations collectives, sécuriser les contrats d'emploi en créant un climat

d'investissements positif et prévisible pour les entreprises et par une bonne gouvernance publique et des institutions publiques efficaces ;

- Accélérer la lutte pour une imposition équitable. Il faut éliminer toutes les échappatoires fiscales et tous les paradis fiscaux. Il faut mettre fin aux accords d'imposition spéciaux au sein de l'UE. La taxe européenne sur les transactions financières doit être introduite sans attendre. L'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés doit être introduite avec un taux d'imposition européen minimum pour les sociétés. Enfin, des modèles d'imposition équitables pour l'économie numérique doivent être développés ;
- Développer un système d'imposition plus équitable dans l'UE par un impôt minimum sur les sociétés, qui garantirait que les entreprises payent des impôts sur les profits dans les pays où les travailleurs ont contribué à les produire ;
- Renforcer les économies en stimulant les investissements privés et publics, en créant des emplois de qualité, en soutenant l'innovation et en renforçant l'éducation et la formation ;
- Mettre en place des politiques qui sont propices à la cohésion sociale et aux progrès sociaux en soutenant des marchés du travail inclusifs, une égalité de traitement entre les travailleurs et la création d'emplois de qualité ;
- Mettre en œuvre le plan d'action du socle européen des droits sociaux afin de développer une véritable économie européenne sociale sur la base du dialogue social et des négociations collectives à tous les niveaux pertinents ;
- Minimiser les effets sociaux négatifs pour les travailleurs affectés par la transformation écologique et numérique en faisant de la dimension sociale d'une transition juste une réalité ;
- Mettre en place un cadre légal européen sur l'anticipation du changement pour concrétiser la promesse d'une transition juste. Cela devrait établir des règles de concurrence européennes équitables en fixant des normes européennes minimales qui encouragent une approche proactive et socialement responsable de l'anticipation et de la gestion du changement ;
- Construire, reconstruire et renforcer le dialogue social et les structures de négociations collectives en Europe afin de garantir l'implication des travailleurs et des partenaires sociaux dans la relance et les transitions ;
- Renforcer et reconnaître les organisations syndicales et leurs représentants élus dans leurs prérogatives, leurs compétences et leur rôle inévitable comme acteurs du dialogue social.

Revendications vis-à-vis des employeurs :

- Empêcher la discrimination salariale et le dumping social ;
- Endosser leur responsabilité sociale envers les travailleurs et le tissu local des régions en encourageant et en assurant l'amélioration des conditions de travail et en offrant des salaires élevés dans le respect des organisations syndicales et de leurs représentants dans toutes leurs activités et tout au long de la chaîne de valeur, et canaliser de manière adéquate leurs ressources pour accélérer leurs investissements dans des activités à haute valeur ajoutée et le développement des compétences des travailleurs ;
- Soutenir et s'engager activement dans le dialogue social et les négociations collectives à tous les niveaux. En particulier, les négociations collectives interprofessionnelles doivent

être menées en priorité puisque c'est le meilleur moyen d'assurer des conditions stables et équitables pour à la fois les entreprises et les travailleurs.